Éditorial

Global Africa
Le numéro Varia est dirigé par Sara Mejdoubi, membre du comité de rédaction
Chercheure au Center for Global Studies, Université Internationale de Rabat
sara.mejdoubi@uir.ac.ma

How to cite this paper:
Global Africa, (2024). Éditorial
Global Africa, (5), pp. 6-8.
https://doi.org/10.57832/72pe-kf65

Pour cette première publication *varia* de la revue *Global Africa*, l'équipe éditoriale propose un éventail disciplinaire puisqu'y sont traitées des questions relevant de l'épistémologie, de la littérature, de la science politique, de l'IA et de l'évolution du droit, ainsi que celles relatives à la sécurité sous différents aspects. Si l'objectif de *Global Africa* est la promotion de la recherche scientifique en Afrique, ce premier *varia* ne déroge pas à la règle. Même si le continent a fait l'objet de plusieurs études (et continue de l'être), les analyses ont été, très souvent, menées pour des résultats fixés à l'avance ; D. Graeber et D. Wingrow y insistent longuement dans leur ouvrage *Au commencement était… Une nouvelle histoire de l'humanité*. Les choses changent mais affirmons-le clairement : il est urgent de continuer à renouveler le regard que nous portons sur l'Afrique, ses populations et ses pratiques. Et c'est bien cette orientation qui représente la trame de la réflexion de ce numéro, dont les textes sont à la fois d'une actualité brûlante et portent sur des sujets nécessitant une urgente remise en question. Habituellement, la succession des articles dans un *varia* est arbitraire ; cependant, nous proposons volontairement un ordre, car nous avons décelé une trame générale lorsque l'ensemble a été réuni. Ce *varia* est une façon de reconsidérer épistémologiquement quelques défis – avec des cas concrets – propres à ce continent qui n'attend qu'une chose : se réinventer autrement.

C'est ainsi que ce numéro s'ouvre sur le texte de Boubacar Diallo qui trace les contours, expose les apports et pointe les limites de l'entrée en vigueur de la convention de Malabo. En adoptant cette convention sur la cybersécurité et la protection des données personnelles en 2014, l'Union africaine comptait renforcer les législations relatives aux transactions électroniques, à la protection des données personnelles, à la promotion de la cybersécurité et à

la lutte contre la cybercriminalité. L'auteur souligne toutefois que l'entrée en vigueur tardive de ce cadre juridique continental combinée à l'évolution accélérée et permanente des technologies telle l'intelligence artificielle, place les acteurs communautaires et nationaux dans une nécessité d'actualisation constante face à l'émergence de nouvelles formes de cybermenaces. Ceci exige aussi, d'après l'auteur, qu'il y ait une mise à jour permanente de la convention afin de cerner sûrement les phénomènes émergents.

S'en suit l'article de Cilas Kemedjio, qui part de l'ouvrage *Chemin d'Europe* de Ferdinand Oyono pour mettre en avant la remise en question du savoir colonialiste, laquelle est nécessaire à la renaissance culturelle. L'auteur questionne les conditions de l'accès au savoir par les colonisés, les biais pour les dépasser, ainsi que cette obsession d'être « évolué ». La littérature est présentée dans ce travail comme un immense réseau de savoirs et de connaissances qui est amené à se transformer.

Dans une sorte d'enchaînement, Abdoul Karim Saidou, dans son article intitulé « Démocratie et insécurité au Sahel : une cohabitation impossible ? », avance l'idée selon laquelle il serait possible pour la démocratie de s'accommoder de l'insécurité, en développant des stratégies d'adaptation ; et qu'elle est à même de participer à la régulation de la crise au Sahel. En ce sens, les cas du Nigeria, du Mali (organisation d'élections en temps de crise) et celui du Burkina Faso (le mécanisme de *Situation room*) révèlent une certaine capacité de résilience des États, même en période de crise. L'auteur insiste, toutefois, sur les variables qui mettent à mal l'existence de la cohabitation entre la démocratie et l'insécurité.

Dans cette succession s'insère l'article de John Ayotunde (Tunde) Isola Bewaji, insistant sur la position du savoir en tant qu'outil de contrôle de la réalité. L'auteur y questionne « l'épistémicide » et son rôle dans l'épuisement institutionnalisé des savoirs endogènes africains. Sa démonstration permet de comprendre comment les mécanismes de l'épistémicide ont contribué à la destruction des patrimoines, de l'humanité, des civilisations et des connaissances africaines. L'auteur explique qu'en s'appuyant de nouveau sur les savoirs endogènes, l'Afrique pourra réellement entamer son développement et mieux envisager les relations avec le reste du monde.

De manière cette fois-ci plus spécifique, Jacques Tshibwabwa Kuditshini aborde la nécessaire réactivation des savoirs endogènes dans la gestion de la pandémie de la Covid-19, par le biais d'une démarche théorico-épistémologique. Pour ce faire, l'auteur insiste, en exposant des cas concrets, sur cette reconstruction des savoirs endogènes. Cela suppose de les mettre en corrélation avec les savoirs dits « scientifiques » avec, comme toile de fond, la pluralité de la pensée humaine.

De son côté, Cheikh Cissé nous expose l'improbable lien entre les impacts climatiques et les enjeux sécuritaires dans la grande région du Sahel. Les données empiriques dévoilent que le retard économique accentue les effets de la crise climatique et pose, de façon manifeste, de réels enjeux sécuritaires.

Ce numéro varia donne aussi la parole, sous la forme d'une conversation, à Mamadou Diouf et Felwine Sarr, invités à s'exprimer sans détour sur la crise démocratique que connaît le Sénégal. Les deux penseurs insistent sur le rôle que joue l'université dans le tumulte politique que traverse le pays ces derniers temps. Mame-Penda Ba, dans un second entretien, questionne Toussaint M. Kafarhire sur la nature du Mouvement du 23-Mars au Congo, ses enjeux et son impact sur la région et ses populations.

Enfin, l'article de Toussaint M. Kafarhire revient sur l'objet de la cinquième conférence biennale de l'Association des études africaines d'Afrique (AEAA), intitulée « Rapatrier l'Afrique : problématiques anciennes et perspectives critiques ». Il est question principalement d'un renouvellement épistémologique fondé sur le rapatriement du patrimoine africain, volé pendant la période coloniale. Cette idée est approfondie par le biais des concepts suivants : celui de la « restitution » du patrimoine culturel africain, tout d'abord, autour duquel gravitent les concepts de « réparation », « restauration » et celui de « rapatriement ». Le tout fonctionnant comme un ensemble systémique et indissociable. Par ailleurs, la conférence, comme le mentionne l'auteur, a donné lieu à un certain nombre de recommandations.

Nous n'allons pas clore cet éditorial sans dire un mot sur la couverture de ce numéro. Le choix d'une œuvre de Baye Mballo Kébé sur Gorée n'est pas arbitraire. Cet artiste, aux multiples visages et au talent généreux, a peint cette toile représentant un lieu où la mémoire collective fait face à un monde en devenir. Cette mémoire collective nous la retrouvons à travers l'usure des marches, la profondeur des couleurs et le poids de l'atmosphère ; le monde en devenir est cet escalier ayant mené des corps, des âmes chargées d'incertitude et d'incompréhension, vers un monde inconnu. D'aucuns s'interrogeraient sur le lien entre le choix de la couverture et les articles de ce varia. Disons-le sans détour : ce numéro est à l'image de cette toile, en ce sens que, en dépit de tous les travaux passés, l'Afrique n'est pas un sujet tombé en désuétude ; au contraire, il s'agit d'un terrain offrant et exposant de nouvelles perspectives. Nous avons là un premier numéro comme un espace de diversité thématique, de complexité problématique, d'investigations méthodiques, mais aussi comme un espace de changement.

L'engagement de la revue en faveur du multilinguisme dans la publication scientifique reste constant. Nous avons ainsi le plaisir d'accueillir un article traduit en portugais et trois résumés en yoruba, haoussa et en wolof.

Excellente lecture !